

3. Visions chinoises des relations sino-européennes

Les rapports Chine-Europe dans le cadre de la mondialisation sont abordés par les auteurs réunis dans cette partie sous des angles très variés. MM. Wang Yan et Yang Chengxu notamment, se prononcent sur les sources de malentendus qu'il faudrait lever pour que le dialogue Chine –Europe soit fructueux : la Chine par exemple doit-elle « faire peur » ? Sur les questions d'identité culturelle : la place du christianisme dans les « valeurs communes » de l'Europe, ainsi que sur les positions respectives face à la mondialisation. Ding Xueliang, qui a fait ses études aux USA, envisage plus particulièrement la position de la Chine face aux « deux occidents » et se prononce sur les enseignements que la Chine peut tirer de l'expérience européenne, notamment en matière d'identité nationale, des rapports entre centralisation et décentralisation, de distribution des richesses, des rapports entre tradition et modernité de la protection de l'environnement et enfin du rôle de médiateur que l'Europe pourrait jouer entre la Chine et les USA. Enfin, Lin Chongcheng envisage les sources possibles d'inspiration pouvant être puisées dans l'expérience de l'Union Européenne pour faciliter la réunification de la Chine.

3.3 DING Xueliang : la Chine et les deux Occidents

C'est un sujet trop large à traiter. Bien que j'aie été principalement éduqué aux Etats-Unis, je me sens plus proche de l'Europe sur le plan culturel. Dans un certain sens, l'ouverture du pays et la réforme économique en Chine se sont d'abord inspirées des expériences européennes, bien que l'influence des Etats-Unis ait été beaucoup plus importante dans les années suivantes. Sans parler des enseignements que la Chine puisse tirer de l'Europe antique, ses expériences depuis la Révolution industrielle ont déjà été riches et variées. Etant donnée la contrainte de temps, j'ai choisi 6 aspects concrets pour ouvrir le débat sur ce grand sujet. D'après mes propres constats au fil des années, j'ai la conviction qu'ils présentent les défis les plus essentiels et les plus importants que la Chine doit relever aujourd'hui ou dans un avenir prévisible.

D'abord, le rapport entre l'unité et la diversité. A la différence des Etats-Unis, on constate en Europe que il y a une grande diversité, par exemple dans les villes où existent la diversité ethnique, religieuse, linguistique, celle des modes de vie, des mécanismes sociaux etc. Alors qu'aux Etats-Unis, on ne sent pas tellement de différence même en voyageant dans différents états. Je crois ainsi que si l'Union Européenne a pu unifier tant de pays totalement différents les uns des autres, c'est grâce à bien d'autres facteurs fondamentaux que celui de l'économie. Ce sont bien les facteurs institutionnels qui jouent, et que j'ai résumés en quatre parties : le processus démocratique, l'Etat de droit, la légalité du pouvoir, la protection des droits de l'homme, des minorités ethniques et des groupes marginalisés tels que les homosexuels, les bisexuels, etc. Le noyau d'attraction de l'UE consiste en ses règles et institutions, comme un aimant, il attire à la fois les pays et les sociétés traditionnellement chrétiens et non chrétiens.

Prenons l'exemple de la Turquie, un pays musulman qui frappe à la porte de l'Union depuis une dizaine d'années et qui a fait des efforts considérables pour répondre aux critères d'adhésion, c'est un exemple parlant qui prouve le charme de l'UE. Ce témoignage contemporain vérifie ce que définissent les anciens sages chinois pour un **bon gouvernement**, c'est-à-dire qu'une unité politique est atteinte par le principe de **Justice**, traduite par les lois, l'éthique et la culture, plutôt que par la seule force militaire. Dans cet aspect, la Chine doit observer attentivement l'Europe contemporaine.

J'ai beaucoup vécu en Occident, alors je sais qu'aux yeux des Occidentaux quand on parle de la Chine, il s'agit non seulement d'une grande population, mais aussi d'une grande civilisation. Ceci dit face à sa taille géante et à sa grande diversité ethnique, le plus grand défi à relever pour la Chine aujourd'hui ou dans un avenir proche, à mon avis, c'est de trouver un équilibre dynamique entre l'unité du pays et sa diversité, qu'elle soit démographique, ethnique, linguistique, coutumière, etc. Si les élites chinoises, politiques ou militaires, les intellectuels et enseignants, les élites institutionnelles ou sociales, peuvent prendre en main le défi et continuer à avancer, je crois qu'une impulsion institutionnelle se produira au-delà. L'enjeu est de taille, il concerne non seulement une prospérité stable,

harmonieuse, et à long terme de la Chine continentale, mais aussi les relations entre le continent et Hongkong, plus encore avec Taiwan ; ainsi que les relations entre l'ethnie Han et les ethnies minoritaires en Chine. Si dans 20 ou 30 ans, les pays voisins se bousculaient pour adhérer à une unité politique dans laquelle la Chine joue un rôle moteur, ce serait vraiment un moment de grand honneur pour nous tous.

Deuxièmement, l'inspiration de l'expérience européenne sur le rapport entre la centralisation et la décentralisation du pouvoir. Du point de vue des politiques comparées, nous avons constaté l'un des principes directeurs au sein de l'Union Européenne et de son administration : on est d'autant plus efficace que l'unité de décision se trouve au bas de l'échelle et que les décisions peuvent être directes. C'est le cas pour des problèmes identiques ou un groupe de problèmes ressemblants. Plus l'échelon de décision est élevé, plus haut est le coût administratif. Le mot « **Subsidiarité** » vient du Latin, des Européens vous en donneront des définitions plus exactes. Dans le *Grand dictionnaire d'Oxford*, en cherchant le sens du mot, on peut trouver une explication convenable, en tant qu'unité de décision dans les affaires publiques, moindre, plus directe, et plus basse est l'unité, meilleurs sont les résultats, et inversement.

En fait, ces dernières années, la Chine s'est donnée beaucoup de peine pour recentraliser le pouvoir dans les municipalités en limitant celui des districts (qui se trouvent à un niveau plus bas que la municipalité à l'échelon du système administratif chinois— note de l'éditeur). L'expérience prouve que c'est une très mauvaise pratique. Ainsi, le principe de « subsidiarité » de l'UE pourrait constituer une source d'inspiration significative pour la Chine, dont la structure administrative changeante se classe parmi les plus compliquées du monde. Il lui serait favorable de pratiquer ces principes à la fois dans l'élaboration, l'application et l'évaluation des politiques, afin d'aboutir à une paix et une prospérité à long terme, à une législation plus humaniste, et à une société harmonieuse.

Le troisième aspect est le rapport entre la création et la distribution des richesses. Depuis la fin des années 70, l'économie chinoise connaît un taux de croissance moyen de 8,6 %, elle réalise alors un premier record mondial. Cependant, durant ces 25 ans d'ouverture et de réforme, l'écart entre les riches et les pauvres, mesuré par le coefficient Gini, lui a fait établir un second record mondial. Autrement dit, en l'espace d'un quart de siècle, le coefficient Gini en Chine est passé de 0,29 à 0,45, la société chinoise est passée du rang de deuxième société la plus égalitaire du monde, juste derrière l'ex-URSS, à celui de deuxième société *la moins égalitaire du monde juste derrière* l'Amérique latine. En 2002, le coefficient chinois était de 0,45, ce qui est le niveau d'alerte dans la mesure des inégalités sociales. Regardons les statistiques de l'ONU, *la vitesse de polarisation de la société chinoise est devenue* la plus rapide du monde. Revenons à l'Europe et à son aisance économique, le coefficient Gini y est de 0,33, alors que la Chine rattrape celui des Etats-Unis, soit entre 0,44 et 0,45, ayant même tendance à les dépasser.

Dans cet aspect, bien que pour la plupart des pays et des régions, la création des richesses s'accompagne inéluctablement d'une certaine expansion des écarts sociaux, l'arrivée au seuil de 0,45 donne à réfléchir. Il est ainsi grand temps que la Chine s'inspire des lois et des politiques de l'Union Européenne en matière de répartition des richesses et d'égalité sociale ; plus particulièrement, les politiques et les lois sur l'héritage, les lois sur les impôts sur le revenu, les politiques de l'éducation et de lutte contre la pauvreté, etc. L'Europe nous fournirait les expériences beaucoup plus intéressantes qu'ailleurs.

Le quatrième point concerne le rapport entre la tradition et la modernisation. *Comparons, en laissant de côté le strict domaine de la recherche universitaire*, les villes européennes et chinoises, qu'elles soient grandes, moyennes ou petites. On y constate immédiatement une grande différence, c'est d'un côté le respect de la tradition, protégée dans le processus de modernisation, alors que de l'autre côté, les gens non seulement ne la respectent et ne la conservent pas, mais la détruisent activement. Les villes européennes nous donnent un parfait exemple de la géniale intégration de la tradition à la modernité, tandis que partout dans les villes chinoises c'est du béton ! La destruction y est arrivée à tel point qu'elle a dépassé la somme des ruines pendant les 2500 années précédentes, la estime l'an dernier dans un rapport le directeur de l'Institut d'architecture de Pékin. Ce phénomène est d'autant plus poignant que

l'endommagement n'est pas du tout causé par la guerre, mais par nos propres mains (solennellement au nom de la « modernisation » et de l'« urbanisation »)!

A mon avis, l'héritage culturel des indiens d'Amérique du nord a presque été effacé après Christophe Colomb ; et pourtant les villes européennes font partie de l'humain, de la nature, de la culture et sont porteuses d'une âme, au lieu d'être une construction artificielle. Nous avons nous-même trahi, blessé sur notre propre terre nos villes souvent riches de milliers d'années d'histoire. Là encore, je crois que l'expérience européenne pourrait beaucoup nous apporter.

Le cinquième point concerne le terme de développement. Nous entendons souvent un raisonnement, selon lequel on pourrait comparer la Chine avec des pays développés comme l'Australie ou le Canada. Je considère ce raisonnement comme un « cliché ». En effet, ces pays sont habités par ce qu'on appelle « les nouvelles sociétés d'immigration », et la densité de population y est inférieure à 2,5 hab/km², soit 1% de celle de la Chine, 10% environ de celle des Etats-Unis. La Chine, quant à elle, est peuplée des descendants des empereurs Shennong et Huangdi depuis cinq mille ans. Et si on laisse de côté les régions inhabitables, la densité sur la côte sud-est atteint 360 hab/km², un niveau parmi les plus élevés du monde. Ce niveau est donc comparable à ceux de l'Europe : 340 hab/km² en Hollande, 245 en Angleterre, 225 en Allemagne, 200 en Italie, 110 en France et 80 en Espagne. Et pourtant dans les pays européens tels que le Pays-Bas, la Belgique, l'Angleterre, le Luxembourg dont les densités de population sont supérieures à celle de la Chine, on a à obtenir un état harmonieux entre la nature et l'homme. Mais dans les agglomérations en Chine, il y a une rupture brutale, une séparation totale. Je voulais dire aussi aux amis européens qui sont étonnés par la croissance économique que la Chine a connu pendant les derniers 25 ans que, elle a payé trop cher pour ce « miracle chinois ». Nous nous trouvons maintenant à découvert envers la nature et l'environnement auprès des générations futures. Cela ne va pas du tout. Il y a beaucoup à réfléchir et à apprendre.

Le sixième point que je voudrais souligner, c'est le rôle unique de médiateur que l'Union européenne pourrait jouer entre la Chine et les Etats-Unis. Sur le long terme, il y a quatre dimensions : politique, ethnique, culturelle et géopolitique. La dernière me paraît cruciale à l'heure actuelle. Etant donné que les Etats-Unis sont aujourd'hui la seule superpuissance du monde et que la Chine est le pays qui a le plus de chance de devenir la deuxième superpuissance, certaines tensions entre ces deux entités qui ont aussi très nationalistes, surtout en matière de ressources naturelles, semblent logiques et raisonnablement prévisibles. Bien sûr, les tensions ne signifient pas forcément la guerre. Je suis content d'avoir entendu M. l'ambassadeur WU Jianmin ce matin, il pense qu'à moyen ou à long terme, la seule question qui risque de pousser les deux pays au bord de la guerre, c'est le problème de Taiwan. La position de l'Europe diffère de celle des Etats-Unis, ceci dit si jamais une telle situation apparaît, l'Union Européenne pourrait jouer un rôle de médiateur, un rôle que d'autres pays ne sont pas en mesure d'assurer en raison de leur taille et de leur influence sur la scène internationale.

Pour conclure, j'aimerais dire ceci à l'Europe : forte de vos richesses culturelles et de votre expérience pour traiter la question de la diversité, vous pourrez mieux contribuer au développement des relations euro-chinoises sur le moyen et le long terme. D'ailleurs, je pense que c'est dans l'intérêt de l'Union Européenne de mettre à jour ses recherches universitaires sur la Chine et les Chinois. A l'heure actuelle en Europe, la part du lion des recherches sur la Chine se focalise sur la sinologie, sur l'histoire ancestrale de la Chine. Mais il ne faut pas s'arrêter là, profitez des théories et des sciences modernes pour vous intéresser à la Chine du 21^e siècle et pour mieux la connaître. Honnêtement, je trouve que les enseignants européens sont beaucoup moins ouverts que leurs collègues d'Amérique du nord ou de Nouvelle-Zélande, et même que ceux du Japon et de Corée du Sud dans un certain sens. Je crois que l'économie et les relations entre les pays au 21^e siècle se basent sur la connaissance et la compréhension mutuelle, pour aboutir à une bonne relation dynamique, stable et tous azimuts. Merci pour votre attention.

Débat atelier :

Question 1 : Je voudrais d'abord faire un commentaire sur le discours du Professeur DING

Xueliang. Je suis tout à fait d'accord avec vous sur les différences entre l'Europe et les Etats-Unis dont vous avez parlé tout à l'heure. Mais je pense aussi que derrière la diversité que l'on constate en Europe, il y a une valeur spirituelle commune, qui constitue la base de la réussite de la construction européenne et le fil conducteur de la culture européenne. C'est grâce à cette valeur spirituelle commune que malgré les nombreuses guerres que l'Europe a connues, la culture européenne reste constante et dynamique. Quand je parle de cette valeur spirituelle, je fais référence au christianisme. Les pays européens, qu'ils soient orthodoxes ou catholiques ou protestants, sont en fin de compte, pays chrétiens, et c'est ça la base de leur système politique.

Et j'ai une question sur le discours du Professeur YANG. Vous avez fait une autocritique de la culture chinoise. Selon vous, lorsque les Chinois s'inspirent de l'expérience européenne, ils le font de façon inconsciente et inconstante. Mais je pense que le processus de modernisation de l'Europe durant les cinq derniers siècles s'est déroulé, lui aussi, de façon inconsciente. Certes, des philosophes européens tel que Leibniz préconisent la conception de citoyen du monde et sont prêts à s'inspirer de l'expérience des autres pays, même la Chine. Mais ce n'est pas le cas pour les hommes politiques, ni pour la population ordinaire. On peut donc en conclure que la réussite de l'Europe est un processus naturel, et qu'il ne faut pas l'attribuer à une sorte de transplantation culturelle. Donc voici ma question : la Chine doit s'inspirer de la culture européenne, mais ce processus d'apprentissage peut-il se transformer en une transplantation culturelle ? La culture est-elle transplantable ?

L'animateur du forum: merci de répondre de façon brève et précise.

DING Xueliang : Je pense que tout le monde est d'accord avec vous sur vos remarques concernant la valeur spirituelle commune de l'Europe qui est le christianisme. Comme je l'ai dit dans mon discours, le système politique et juridique de l'Union européenne attire non seulement les pays traditionnellement chrétiens, mais aussi les pays non chrétiens. Le fait que la Turquie fait beaucoup d'efforts pour être acceptée par l'Union Européenne en témoigne.

En ce qui concerne votre deuxième question, je pense que je peux la résumer comme ça : est-il possible de développer un tel système de valeur et un tel système politique et juridique dans une société non chrétienne ? Ma réponse est que ce n'est pas une tâche mince, mais ce n'est pas impossible. Certes, ce sera beaucoup plus facile si la tradition et les valeurs chrétiennes existent déjà. Mais dans les pays non chrétiens, à force de faire des efforts, on peut toujours établir un système politique et juridique qui constitue la base de la coexistence pacifique et la prospérité commune.

YANG Chengxu : Je pense que l'histoire a prouvé que la transplantation culturelle est inévitable, et surtout pour les pays sous-développés tel que la Chine. En 1833, des missionnaires allemands ont créé à Canton le premier journal chinois sur le continent chinois pour introduire aux Chinois les notions de la démocratie et de la liberté. Dans les années 70 du 19e siècle, MA Jiandong a soumis au Premier Ministre LI Hongzhang un rapport dans lequel il affirme que toute la culture chinoise est basée sur la liberté individuelle. Au début du 20e siècle, et surtout après la Révolution Xinhai, tous les fonctionnaires du gouvernement parlaient de la liberté, de la gouvernance par la loi et disaient qu'il ne fallait pas que l'armée se mêle dans la politique. Certes, la parole ne signifie pas l'action. Mais au moins on constate une prise de conscience dans la société. Avec le mouvement Nouvelle Culture, les conceptions de liberté individuelle et de gouvernance par la loi s'est largement répandues en Chine. Après la fondation de la République Populaire de Chine en 1949, les échanges culturels entre la Chine et les pays occidentaux se sont interrompus pour se reprendre dans les années 80. A l'heure actuelle, un chinois ordinaire recourt à la loi lorsque sa liberté n'a pas été respectée. Donc selon moi, la transplantation culturelle est non seulement possible, mais même indispensable pour la modernisation d'un pays.

Question 2 : Je suis un étudiant de l'Université du Peuple. J'apprécie beaucoup le discours de Monsieur Ding. Vous avez parlé des choses très concrètes et résumé de façon précise et brève des questions compliquées. Je m'intéresse particulièrement au troisième défi dont vous avez parlé, soit le

défi concernant la création et la distribution de la richesse. Et ma question porte là-dessus : après le cinquième élargissement de l'Union le 1er mai 2004, ce défi devient de plus en plus préoccupant. Quelles sont les mesures que l'UE envisage de prendre pour relever ce défi. J'espère que Monsieur Pierre Calame répond à cette question aussi, si c'est possible.

Question 3 : Je viens de Bruxelles. Si Monsieur le Président me le permet, j'aimerais répondre à la question concernant la valeur spirituelle commune de l'UE. En 1985, j'ai été chargé d'enquêter la capacité de la Grèce de bien utiliser les fonds de l'UE. Et j'ai constaté en fait qu'il existe beaucoup de différences entre les différents pays de l'Union : des différences non seulement sur le plan de la religion, mais aussi des différences politiques et culturelles. Par exemple, la Grèce, les Pays-Bas et l'Italie, trois pays chrétiens, sont totalement différents au niveau politique et culturel. D'une part, l'UE reconnaît que tous les membres ont le droit de choisir librement son mode de développement ; d'autre part, malgré la divergence de nos opinions sur un même problème, les membres de l'UE partagent les mêmes valeurs et la même identité. C'est ainsi que nous pouvons dialoguer entre nous. Et nous sommes très fiers de la grande diversité au sein de l'Union.

DING Xueliang : Pour répondre à la question posée par l'étudiant de l'Université du Peuple, j'aimerais d'abord dire que l'UE, dans le passé, a déjà pris une série de mesures pour aider les membres les plus pauvres. A titre d'exemple, dans l'éducation supérieure, les universités européennes pratiquent un tarif préférentiel subventionné par l'Etat pour les étudiants de leur propre pays et des pays membres de l'UE ; alors que pour les étudiants non ressortissants de l'UE, certains pays pratiquent un autre tarif, plus élevé. Cette mesure vise à encourager les jeunes issus des pays pauvres de l'UE à poursuivre leurs études dans les pays européens où l'éducation supérieure est la plus développée. Cette politique, une mesure de lutte contre la pauvreté en elle-même, donne non seulement aux étudiants issus des pays défavorisés de l'UE une chance de réécrire leur destin, mais aussi et surtout fait enraciner chez les jeunes la conception d'appartenance à une grande famille qui est l'UE.



Auteur: DING Xueliang



<http://creativecommons.org/licenses/by-nd/2.0/fr/deed.fr>